

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Bas-Saint-Laurent et Côte-Nord

Dossier : CM-2019-6200

Dossier accréditation : AQ-2002-1386

Montréal, le 9 décembre 2019

DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Dominique Benoît

Corporation municipale St-Gabriel-Lalemant
Employeur

et

Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce
Section locale 501
Association accréditée

DÉCISION

ATTENDU qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail (chapitre C-27), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

ATTENDU que l'employeur visé par la présente décision constitue un service public au sens de l'article 111.0.16 du Code du travail;

ATTENDU que l'association accréditée représente :

« Tous les salariés au sens du Code du travail, à l'exception de la secrétaire-trésorière et des pompiers volontaires. »

De : **Corporation municipale St-Gabriel-Lalemant**
12, avenue des Érables
Saint-Gabriel-Lalemant (Québec) G0L 3E0

Établissement visé :

12, avenue des Érables
Saint-Gabriel-Lalemant (Québec) G0L 3E0

ATTENDU qu'une grève dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :

ORDONNE à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du Code du travail en cas de grève;

SUSPEND l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23.

Dominique Benoît

M. Vincent Thibaudeau
Pour l'employeur

M. Dany Chassé
Pour l'association accréditée

DB/ÉL/mg